

## **Microsoft promet de rendre Office plus ouvert, l'UE veut examiner la mesure**

### **Technologie**

Posté par: Visiteur

Publié le : 22-05-2008 22:57:27

**La Commission européenne va examiner une mesure promise par le géant informatique américain Microsoft et censée améliorer la compatibilité de l'un de ses produits vedette, Office, avec des logiciels concurrents, a-t-elle indiqué jeudi.**

Dans un communiqué, Bruxelles "prend note" de l'annonce la veille par Microsoft de son intention d'étendre la liste des formats de documents compatibles avec Office, qui comprend les logiciels Word, Excel ou Powerpoint.

Microsoft propose notamment d'y inclure le format ODF (Open Document Format), utilisé par les logiciels libres.

Il faudra toutefois attendre la sortie d'un produit spécifique au premier semestre 2009, selon le communiqué de Microsoft.

"La Commission accueillerait favorablement toute avancée de Microsoft vers une réelle interopérabilité", la compatibilité avec des logiciels concurrents, souligne Bruxelles, qui compte néanmoins examiner si l'annonce concernant les formats ODF y conduit vraiment dans le cadre d'une enquête antitrust en cours.

La Commission reproche notamment à Microsoft le manque de compabilité avec des logiciels concurrents d'un de ses produits vedettes, la suite Office.

L'association ECIS, qui réunit plusieurs groupes informatiques concurrents de Microsoft, s'est elle montrée sceptique face à cette nouvelle annonce.

"Microsoft joue la montre pour encore consolider sa position super-dominante", a estimé Thomas Vinje, conseiller juridique d'ECIS, dans un communiqué, appelant à "une vigilance continue en matière de concurrence".

Microsoft est le groupe auquel les services européens ont infligé les plus lourdes amendes de leur histoire, au total 1,676 milliard d'euros, pour des abus de position dominante.

Le groupe américain vient toutefois de faire appel de la dernière amende, qui se montait à près de 900 millions d'euros et sanctionnait sa mauvaise volonté pour prendre des mesures exigées par Bruxelles.

AFP